

PREFET DE LA REGION GUYANE

SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Bureau des collectivités locales

**ARRETE n°2015012-0018 /PREF/BCL du 12 janvier 2015**  
**Portant mandatement d'office sur le budget**  
**du Conseil Général de la Guyane**

de la somme de 2896,65 € au profit de Monsieur MALONGA JULES-DAVY  
correspondant au paiement du salaire du mois de décembre 2014

LE PREFET DE LA REGION GUYANE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L1612-16 relatif au mandatement d'office des dépenses obligatoires ;

VU la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 05 juin 2013 portant nomination de Monsieur Eric SPITZ, en qualité de préfet de la région Guyane ;

VU le jugement du tribunal administratif de Cayenne du 16 juin 2014, mettant en demeure la collectivité départementale, dans l'attente du jugement au fond, à reprendre le versement de la rémunération de Monsieur MALONGA JULES-DAVY, prêtre ;

**CONSIDERANT** la lettre du 23 juin 2014, du cabinet Jérôme GAY, demandant à Monsieur le Préfet de la Région Guyane, de mettre en œuvre une procédure de mandatement d'office à l'encontre du Conseil Général de la Guyane pour le paiement de la rémunération correspondant au mois de décembre 2014 au profit de Monsieur MALONGA JULES-DAVY ;

**CONSIDERANT** la lettre recommandée avec accusé réception n° n° 2C065 995 9835 5 du 1<sup>er</sup> décembre 2014 du Préfet de la Région Guyane mettant en demeure le Conseil Général de la Guyane de mandater les traitements de Monsieur MALONGA JULES-DAVY ;

**CONSIDERANT** que cette mise en demeure est restée sans effet ;

**CONSIDERANT** que cette créance demeure une dépense obligatoire et n'est pas sérieusement contestée ;

**CONSIDERANT** que les crédits budgétaires, inscrits au chapitre 012, relatifs aux charges du personnel et frais assimilés, du budget primitif de la collectivité sont suffisants ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Guyane ;

## ARRETE

**Article 1** : Il est procédé au mandatement d'office de la somme de 2896,65 € au chapitre 012 du budget primitif du **Conseil Général de la Guyane**.

**Article 2** : Cette somme sera prélevée sur le budget primitif au chapitre 012 « charges de personnels et frais assimilés ».

- 1698,44 € - Somme nette à payer en faveur de Monsieur MALONGA JULES-DAVY
- 1085,17 € - Sécurité Sociale
- 94,23 € - Ircantec
- 18,81 € - Solidarité

**Article 3** : Ce mandatement d'office est prioritaire après le paiement des salaires et le paiement des emprunts.

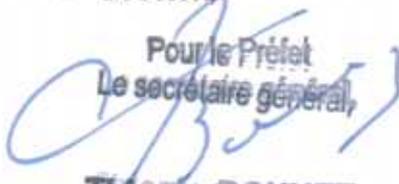
**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane dans les deux mois suivant sa publication. L'absence de réponse du Préfet au terme du délai de deux mois précité vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Cayenne, 07 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté préfectoral.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception. L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours de la demande, ou son rejet implicite.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le président du Conseil Général de la Guyane et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Guyane.

- Le Préfet

Pour le Préfet  
Le secrétaire général,  
  
Thierry BONNET

PREFET DE LA REGION GUYANE

SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Bureau des collectivités locales

**ARRETE n° 20150120013 /PREF/BCL du 12 janvier 2015**

**Portant mandatement d'office sur le budget  
du Conseil Général de la Guyane**

de la somme de 2896,65 € au profit de Monsieur MESIDOR JEAN CAMILLE  
**correspondant au paiement du salaire du mois de décembre 2014**

LE PREFET DE LA REGION GUYANE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L1612-16 relatif au mandatement d'office des dépenses obligatoires ;

**VU** la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 05 juin 2013 portant nomination de Monsieur Eric SPITZ, en qualité de préfet de la région Guyane ;

**VU** le jugement du tribunal administratif de Cayenne du 16 juin 2014, mettant en demeure la collectivité départementale, dans l'attente du jugement au fond, à reprendre le versement de la rémunération de Monsieur MESIDOR JEAN CAMILLE, prêtre ;

**CONSIDERANT** la lettre du 23 juin 2014, du cabinet Jérôme GAY, demandant à Monsieur le Préfet de la Région Guyane, de mettre en œuvre une procédure de mandatement d'office à l'encontre du Conseil Général de la Guyane pour le paiement de la rémunération correspondant au mois de décembre 2014 au profit de Monsieur MESIDOR JEAN CAMILLE ;

**CONSIDERANT** la lettre recommandée avec accusé réception n° 2C065 995 9835 5 du 1<sup>er</sup> décembre 2014 du Préfet de la Région Guyane mettant en demeure le Conseil Général de la Guyane de mandater les traitements de Monsieur MESIDOR JEAN CAMILLE ;

**CONSIDERANT** que cette mise en demeure est restée sans effet ;

**CONSIDERANT** que cette créance demeure une dépense obligatoire et n'est pas sérieusement contestée ;

**CONSIDERANT** que les crédits budgétaires, inscrits au chapitre 012, relatifs aux charges du personnel et frais assimilés, du budget primitif de la collectivité sont suffisants ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Guyane ;

## ARRETE

**Article 1** : Il est procédé au mandatement d'office de la somme de 2896, 65 € au chapitre 012 du budget primitif du **Conseil Général de la Guyane**.

**Article 2** : Cette somme sera prélevée sur le budget primitif au chapitre 012 « charges de personnels et frais assimilés ».

- 1698,44 € - Somme nette à payer en faveur de Monsieur MESIDOR JEAN CAMILLE
- 1085,17 € - Sécurité Sociale
- 94,23 € - Ircantec
- 18,81 € - Solidarité

**Article 3** : Ce mandatement d'office est prioritaire après le paiement des salaires et le paiement des emprunts.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane dans les deux mois suivant sa publication. L'absence de réponse du Préfet au terme du délai de deux mois précité vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Cayenne, 07 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté préfectoral.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception. L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours de la demande, ou son rejet implicite.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le président du Conseil Général de la Guyane et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Guyane.

Le Préfet

Pour le Préfet  
Le secrétaire général,

**Thierry BONNET**

PREFET DE LA REGION GUYANE

SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Bureau des collectivités locales

**ARRETE n°2015012-0020 /PREF/BCL du 12 janvier 2015.**

**Portant mandatement d'office sur le budget  
du Conseil Général de la Guyane**

de la somme de 2896,65 € au profit de Monsieur MICHEL SLAND décembre 2014

LE PREFET DE LA REGION GUYANE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L1612-16 relatif au mandatement d'office des dépenses obligatoires ;

**VU** la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 05 juin 2013 portant nomination de Monsieur Eric SPITZ, en qualité de préfet de la région Guyane ;

**VU** le jugement du tribunal administratif de Cayenne du 16 juin 2014, mettant en demeure la collectivité départementale, dans l'attente du jugement au fond, à reprendre le versement de la rémunération de Monsieur MICHEL SLAND, prêtre ;

**CONSIDERANT** la lettre du 23 juin 2014, du cabinet Jérôme GAY, demandant à Monsieur le Préfet de la Région Guyane, de mettre en œuvre une procédure de mandatement d'office à l'encontre du Conseil Général de la Guyane pour le paiement de la rémunération correspondant au salaire du mois de décembre 2014 au profit de Monsieur MICHEL SLAND;

**CONSIDERANT** la lettre recommandée avec accusé réception n° 2C065 995 9835 5 du 1<sup>er</sup> décembre 2014 du Préfet de la Région Guyane mettant en demeure le Conseil Général de la Guyane de mandater les traitements de Monsieur MICHEL SLAND ;

**CONSIDERANT** que cette mise en demeure est restée sans effet ;

**CONSIDERANT** que cette créance demeure une dépense obligatoire et n'est pas sérieusement contestée ;

**CONSIDERANT** que les crédits budgétaires, inscrits au chapitre 012, relatifs aux charges du personnel et frais assimilés, du budget primitif de la collectivité sont suffisants ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Guyane ;

## ARRETE

**Article 1** : Il est procédé au mandatement d'office de la somme de 2896, 65 € au chapitre 012 du budget primitif du **Conseil Général de la Guyane**.

**Article 2** : Cette somme sera prélevée sur le budget primitif au chapitre 012 « charges de personnels et frais assimilés ».

- 1698, 44 € - Somme nette à payer en faveur de Monsieur MICHEL SLAND
- 1085,17 € - Sécurité Sociale
- 94,23 € - Ircantec
- 18,81 € - Solidarité

**Article 3** : Ce mandatement d'office est prioritaire après le paiement des salaires et le paiement des emprunts.

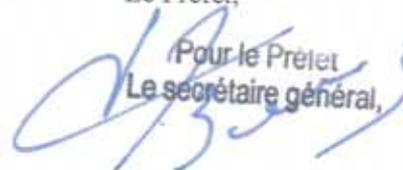
**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane dans les deux mois suivant sa publication. L'absence de réponse du Préfet au terme du délai de deux mois précité vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Cayenne, 07 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté préfectoral.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception. L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours de la demande, ou son rejet implicite.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le président du Conseil Général de la Guyane et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Guyane.

Le Préfet,

  
Pour le Préfet  
Le secrétaire général,  
**Thierry BONNET**



PREFET DE LA REGION GUYANE

SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Bureau des collectivités locales

**ARRETE n° 2015012-002A**

**/PREF/BCL du 12 janvier 2015**

**Portant mandatement d'office sur le budget  
du Conseil Général de la Guyane**

de la somme de 2896,65 € au profit de Monsieur MOMPOINT JUDE  
correspondant au paiement du salaire du mois de décembre 2014

LE PREFET DE LA REGION GUYANE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L1612-16 relatif au mandatement d'office des dépenses obligatoires ;

**VU** la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 05 juin 2013 portant nomination de Monsieur Eric SPITZ, en qualité de préfet de la région Guyane ;

**VU** le jugement du tribunal administratif de Cayenne du 16 juin 2014, mettant en demeure la collectivité départementale, dans l'attente du jugement au fond, à reprendre le versement de la rémunération de Monsieur MOMPOINT JUDE, prêtre ;

**CONSIDERANT** la lettre du 23 juin 2014, du cabinet Jérôme GAY, demandant à Monsieur le Préfet de la Région Guyane, de mettre en œuvre une procédure de mandatement d'office à l'encontre du Conseil Général de la Guyane pour le paiement de la rémunération correspondant au mois de décembre 2014 au profit de Monsieur MOMPOINT JUDE ;

**CONSIDERANT** la lettre recommandée avec accusé réception n° 2C065 995 9835 5 du 1<sup>er</sup> décembre 2014 du Préfet de la Région Guyane mettant en demeure le Conseil Général de la Guyane de mandater les traitements de Monsieur MOMPOINT JUDE ;

**CONSIDERANT** que cette mise en demeure est restée sans effet ;

**CONSIDERANT** que cette créance demeure une dépense obligatoire et n'est pas sérieusement contestée ;

**CONSIDERANT** que les crédits budgétaires, inscrits au chapitre 012, relatifs aux charges du personnel et frais assimilés, du budget primitif de la collectivité sont suffisants ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Guyane ;

## ARRETE

**Article 1 :** Il est procédé au mandatement d'office de la somme de 2896,65 € au chapitre 012 du budget primitif du **Conseil Général de la Guyane**.

**Article 2 :** Cette somme sera prélevée sur le budget primitif au chapitre 012 « charges de personnels et frais assimilés ».

- 1698,44 € - Somme nette à payer en faveur de Monsieur MOMPOINT JUDE
- 1085,17 € - Sécurité Sociale
- 94,23 € - Ircantec
- 18,81 € - Solidarité

**Article 3 :** Ce mandatement d'office est prioritaire après le paiement des salaires et le paiement des emprunts.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane dans les deux mois suivant sa publication. L'absence de réponse du Préfet au terme du délai de deux mois précité vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Cayenne, 07 rue Schoelcher, BP 5030, 97 305 Cayenne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté préfectoral.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception. L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours de la demande, ou son rejet implicite.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le président du Conseil Général de la Guyane et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Guyane.

Le Préfet,

  
Pour le Préfet,  
Le secrétaire général,  
**Thierry BONNET**